



AVIS Comité Social d'Administration de la DRFiP 59 du 29/06/2023

Les représentants élus et mandatés CGT, Solidaires, FO, CFDT et UNSA au CSAL du Nord déposent ce jour un avis sur la situation du Service de Publicité Foncière (SPF) de Lille.

En effet, un groupe de travail national réunissant différentes Directions proposent des pistes concernant les évolutions à venir des missions de Publicité Foncière et notamment des tâches incombant aux Services d'appui à la Publicité Foncière, les SAPF. Dans la continuité de ce que les organisations syndicales ont toujours dénoncé, l'administration imagine déjà des transferts massifs d'emplois, notamment des SPF de grande métropoles vers les SAPF.

L'année passée, lors de la présentation du projet de loi de Finances aux organisations syndicales, le Directeur général adjoint avait pourtant positionné les missions de Publicité Foncière, avec la mission des trésoreries amendes, comme l'une des deux grandes priorités de la DGFIP. Des emplois supplémentaires, de simples transferts d'emplois, bien sûr, avaient été vendus pour venir aider des collègues en souffrance.

Nous n'avons jamais été dupes du sens de priorisation de notre administration. Déjà parce que l'ensemble des missions à la DGFIP est attaqué, et qu'un simple transfert de personnel n'est pas acceptable. Mais aussi parce que la priorisation des missions de Publicité Foncière pour notre administration se résume à faire diminuer les délais de publication, sans se soucier de la qualité du fichier immobilier. C'est d'ailleurs de cette seule façon qu'est évoquée la mission de Publicité Foncière dans le dernier contrat d'objectifs et de moyens.

C'est à ce titre que nous avons découvert qu'étaient projetés de nombreux transferts d'emplois de SPF de grandes métropoles vers des SAPF (Services d'appui de la Publicité Foncière). En plus des nombreuses suppressions de postes que cela entraînerait dans les SPF, c'est une vision industrielle de la publicité foncière que prône la DG. L'administration continue de considérer que les agentes et agents désireux de faire un travail le plus précis et le plus juste possible effectuent de la « surqualité », telle qu'elle avait été détaillée dans le précédent rapport d'audit sur la Publicité Foncière. Les organisations syndicales se sont fermement opposées à l'instauration des SAPF et à cette organisation des missions de la Publicité Foncière. Aujourd'hui la gestion des rejets est envisagée dans les possibles tâches des SAPF, mettant directement en lien notaires et SAPF.

Pour le Nord et plus particulièrement le SPF de Lille 3, ce sont 33 emplois qui seraient redéployés d'ici 2027, soit plus de 70 % de l'effectif actuel !

Nous nous opposons à cette vision qui détériore la mission de service public et oublie toute notion de proximité.

Nous vous alertons solennellement et exigeons l'arrêt de cette réforme.